

Message Text

PAGE 01 STATE 037693
ORIGIN AF-10

INFO OCT-01 ISO-00 HA-05 /016 R

DRAFTED BY AF/W:MCEATON:JZ
APPROVED BY AF/W:TWMSMITH
-----008799 140532Z /13
R 132217Z PEB 78
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY NIAMEY

UNCLAS STATE 037693

E.O. 11652: N/A

TAGS: SHUM, NG

SUBJECT: FRENCH VERSION OF ANNUAL HUMAN RIGHTS REPORT

THERE FOLLOWS AN INFORMAL TRANSLATION OF THE ANNUAL HUMAN
RIGHTS REPORT PREVIOUSLY TRANSMITTED TO YOU:

NIGER

LE NIGER EST GOUVERNE PAR UN REGIME MILITAIRE. LES FORCES
ARMEES ONT SAISI LE POUVOIR EN AVRIL 1974, AFFIRMANT QUE
LA CORRUPTION ETAIT REPANDUE AU SEIN DU GOUVERNEMENT
CIVIL ET QUE DES MESURES D'URGENCE S'IMPOSAIENT POUR
FAIRE FACE A LA SITUATION ALIMENTAIRE CRITIQUE. LE
NOUVEAU GOUVERNEMENT MILITAIRE A FAIT DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE SA PREMIERE PRIORITE, ET S'EST EFFORCE
D'AMELIORER LE BIEN-ETRE DU CITOYEN MOYEN ET NOTAMMENT
CELUI DES RURAUX PAUVRES. CEPENDANT, ETANT DONNE QUE LE
GOUVERNEMENT MILITAIRE A INTERDIT TOUTE ACTIVITE POLITIQUE,
DES RESTRICTIONS EXISTENT QUANT A LA LIBERTE D'EXPRESSION.
LA RESIDENCE SURVEILLEE QUI AVAIT ETE IMPOSEE A PLUSIEURS
MEMBRES DE L'ANCIEN GOUVERNEMENT A ETE LEVEE; CERTAINS
UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 037693

DES MEMBRES DE L'ANCIEN GOUVERNEMENT SE TROUVENT ENCORE
EN RESIDENCE SURVEILLEE, MAIS ON S'ATTEND A CE QUE CELLE-
CI SOIT LEVEE DANS PLUSIEURS CAS. BON NOMBRE DE CEUX
AINSI DETENUS ONT ETE REINTEGRES DANS LA FONCTION PUBLI-
QUE. LE SYSTEME ET LES PRATIQUES JURIDIQUES FRANCAIS
INSTITUES AU NIGER AVANT SON ACCESSION A L'INDEPENDANCE
ONT ETE CONSERVES INTACTS DANS UNE LARGE MESURE; LES
GARANTIES LEGALES FRANCAISES SONT RESPECTEES DANS LES
AFFAIRES CIVILES ET CRIMINELLES. LE GOUVERNEMENT
MILITAIRE SE CONSIDERE ENCORE COMME "PROVISOIRE", MAIS

N'A TOUTEFOIS PAS ANNONCE DE DATE QUANT A UN RETOUR DU PAYS A UN GOUVERNEMENT CIVIL. DES CIVILS OCCUPENT ACTUELLEMENT DOUZE DES DIX-NEUF POSTES QUI CONSTITUENT LE CABINET DU GOUVERNEMENT.

1. RESPECT DE L'INTEGRITE DE LA PERSONNE, Y COMPRIS LE DROIT DE NE PAS ETRE SOUMIS A CE QUI SUIT:

A. TORTURE

AUCUN CAS D'USAGE DE LA TORTURE N'A ETE RAPPORTE AU NIGER.

B. SANCTION OU TRAITEMENT CRUEL, INHUMAIN OU DEGRADANT

IL N'Y A AUCUN RAPPORT D'UN TEL TRAITEMENT OU D'UNE TELLE SANCTION AU NIGER, ET NOUS N'AVONS AUCUNE PREUVE NON PLUS DE PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE. IL N'Y A AUCUN INDICE DE CONDITIONS INHUMANES DANS LES PRISONS DU NIGER.

L' ARRESTATION OU EMPRISONNEMENT ARBITRAIRE

UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 037693

DES INFRACTIONS ONT RAREMENT ETE SIGNALEES, MAIS DES INCIDENTS SE SONT PRODUITS DANS LESQUELS DES ARRESTATIONS ET EMPRISONNEMENTS ONT ETE EFFECTUES SANS PROCEDURE LEGALE, NOTAMMENT DANS LE CAS DE MEMBRES DE L'ANCIEN REGIME. AMNESTY INTERNATIONAL RAPPORTE QU'ELLE "S'OCCUPE, DE 18 CAS CONCERNANT DES PERSONNES ACCUSEES D'AVOIR CONSPIRE CONTRE LE GOUVERNEMENT ET QUI ONT ETE INCARCEREES SANS PROCES. IL N'Y A PAS D'INFORMATION SUR LE NOMBRE EXACT DE PRISONNIERS POLITIQUES QUI ONT ETE DETENUS SANS JUGEMENT. L'INTEGRITE DE LA PERSONNE N'EST PAS SPECIFIQUEMENT GARANTIE PAR LA LOI AU NIGER, ATTENDU QUE LE GOUVERNEMENT MILITAIRE A SUSPENDU LA CONSTITUTION ET REGNE PAR DECRET.

D. DENI D'UN JUGEMENT PUBLIC EQUITABLE

LE DROIT A UNE AUDIENCE ET A UN PROCES PUBLICS ET EQUITABLES EST GENERALEMENT OBSERVE DANS LES AFFAIRES CIVILES ET CRIMINELLES N'IMPLIQUANT PAS D'ACTE A CARACTERE POLITIQUE. PLUSIEURS CONSPIRATEURS EXECUTES RELATIVEMENT A LA TENTATIVE DE COUP DE MARS 1976 AVAIENT ETE JUGES PAR UN TRIBUNAL MILITAIRE SPECIALEMENT CONSTITUE. LES TRIBUNAUX CHARGES DES AFFAIRES CIVILES ET CRIMINELLES SEMBLANT NE SUBIR AUCUNE INFLUENCE OU PRESSION POLITIQUE.

E. VIOLATION DE LA LIBERTE DU DOMICILE

L'INVOLABILITE DU FOYER EST GENERALEMENT RESPECTEE, BIEN QUE LE POUVOIR DU GOUVERNEMENT A MENER DES PERQUISITIONS NE SOIT PAS LIMITE PAR LA LOI.

2. POLITIQUES GOUVERNEMENTALES VISANT A REpondre A DES BESOINS ESSENTIELS TELS QUE L'ALIMENTATION, LE LOGIS, LES SOINS MEDICAUX ET L'EDUCATION

UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 037693

LE GOUVERNEMENT DU NIGER, EN COOPERATION AVEC LES DONATEURS D'AIDE ETRANGERS, PARTICIPE ACTIVEMENT AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU NIGER. EN QUALITE DE MEMBRE DU COMITE INTERETATS POUR LA LUTTE CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS), LE GOUVERNEMENT DU NIGER S'EST PUBLIQUEMENT ENGAGE A ELEVER LES NIVEAUX DE VIE DE SES RESSORTISSANTS PAR L'AUGMENTATION DU REVENU PAR HABITANT, LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE, L'AMELIORATION DES SERVICES SOCIAUX ET

DES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT, ET LA PROMOTION DE L'EMPLOI. DURANT SES TROIS ANNEES AU POUVOIR, LE GOUVERNEMENT DU NIGER S'EST VOUE INLIASSABLEMENT A LA POURSUITE DE CES OBJECTIFS. LES EFFORTS DU GOUVERNEMENT MILITAIRE DANS LE DOMAINE DU DEVELOPPEMENT, L'AIDE INTERNATIONALE ET LE RETOUR DE CONDITIONS ATMOSPHERIQUES FAVORABLES ONT TOUS ETE DES FACTEURS CLES DU RELEVEMENT ECONOMIQUE DU NIGER DEPUIS 1974.

3. RESPECT DES LIBERTES CIVILES ET POLITIQUES, Y COMPRIS:

A. LIBERTE DE PENSER, LIBERTE D'EXPRESSION, LIBERTE DE LA PRESSE, LIBERTE RELIGIEUSE ET LIBERTE DE REUNION

CES LIBERTES SONT LIMITEES AU NIGER. LE DISSSENTIMENT EST RAREMENT EXPRIME OUVERTEMENT. CERTAINES FORMES D'EXPRESSION ET D'ASSOCIATION VOLONTAIRE COMME LES SYNDICATS DU TRAVAIL, LES EGLISES ET LES GROUPES RELIGIEUX SONT, TOUTEFOIS, GENERALEMENT AUTORISEES. LES SYNDICATS DU TRAVAIL SONT SOUS L'INFLUENCE DU GOUVERNEMENT. LA PRESSE EST SOUS CONTROLE DU GOUVERNEMENT, MAIS IL EXISTE UNE CERTAINE INDEPENDANCE

UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 037693

DE REDACTION. LE GOUVERNEMENT NE TENTE PAS D'IMPOSER UNE CONFORMITE IDEOLOGIQUE.

B. LIBERTE DE SE DEPLACER A L'INTERIEUR DU PAYS,

DE VOYAGER A L'ETRANGER ET D'EMIGRER

IL N'A PAS ETE SIGNALE DE RESTRICTIONS SUR LES DEPLACEMENTS A L'INTERIEUR DU PAYS, LES VOYAGES A L'ETRANGER OU L'EMIGRATION.

C. LIBERTE DE PARTICIPATION AU PROCESSUS POLITIQUE

LA LIBERTE DE PRENDRE PART AU PROCESSUS POLITIQUE EST LIMITEE AU NIGER. LORS DE SA PRISE DU POUVOIR EN AVRIL 1974, LE NOUVEAU GOUVERNEMENT MILITAIRE A SUSPENDU LA CONSTITUTION, A ABOLI L'ASSEMBLEE NATIONALE ET A INTERDIT TOUTES ACTIVITES POLITIQUES. LE CORPS EXECUTIF EST ACTUELLEMENT DIRIGE PAR UN CONSEIL SUPREME MILITAIRE (CMS) COMPOSE DES OFFICIERS DE L'ARMEE QUI AVAIENT ORGANISE LE COUP D'ETAT. LE PRESIDENT DU CMS EST EGALEMENT CHEF DE L'ETAT ET PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES. DES CIVILS, NOMMES PAR LE PRESIDENT, OCCUPENT MAINTENANT LA MAJORITE DES POSTES AU SEIN DU CONSEIL DES MINISTRES. LE GOUVERNEMENT

MILITAIRE N AANNONCE AUCUNE DATE QUANT AU RETOUR DU PAYS A UN GOUVERNEMENT CIVIL.

4. ATTITUDE PRESENTE ET PASSEE DU GOUVERNEMENT QUANT A L'ENQUETE INTERNATIONALE ET NON GOUVERNEMENTALE CONCERNANT LES VIOLATIONS ALLEGUEES DES DROITS DE L'HOMME

IL N'Y A EU AUCUNE PROPOSITION D'INVESTIGATION EXTERIEURE DE LA SITUATION AU NIGER EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME. NOUS NE SAVONS PAS SI LE GOUVERNEMENT DU
UNCLASSIFIED

PAGE 06 STATE 037693

NIGER ACCEPTERAIT UNE TELLE PROPOSITION. VANCE

UNCLASSIFIED

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 02 sep 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: n/a
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 13 feb 1978
Decaption Date: 01 jan 1960
Decaption Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01 jan 1960
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1978STATE037693
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: AF/W:MCEATON:JZ
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: n/a
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1978/newtext/t197802117/baaabdyp.tel
Line Count: 203
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE
Message ID: efd021cf-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: n/a
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 4
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 11 feb 2005
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 3467202
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: FRENCH VERSION OF ANNUAL HUMAN RIGHTS REPORT
TAGS: SHUM, NG
To: NIAMEY
Type: TE
vdkgvwkey: odhc://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/efd021cf-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Sheryl P. Walter
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
20 Mar 2014
Markings: Sheryl P. Walter Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 20 Mar 2014